

l'UQAM

L'UQAM
dans
le RéseauToutes les formes
d'autonomie sont possibles

Revendiquer pour l'UQAM un statut de pleine responsabilité institutionnelle ne signifie pas inévitablement, quoiqu'en pensent les observateurs, son retrait du réseau UQ. Tel est du moins

l'avis du recteur, M. Claude Pichette, au moment où ni le ministre de l'Éducation, ni le Conseil des Universités, ni le siège social de l'UQ n'ont fait connaître leurs points de vue sur

les importantes résolutions qu'adoptaient, le 17 décembre dernier, le Conseil d'administration et la Commission des études de l'UQAM.

Même s'il reconnaît qu'une fois

les pouvoirs de réglementation, de programmation, de diplomation et d'administration rapatriés, le réseau UQ serait plutôt squelettique, le recteur ne croit pas pour autant qu'un tel réseau perdrait tout à fait sa raison d'être: «Un réseau peut être centralisé à l'extrême, dit-il, ou très décentralisé. La réglementation, qui ne nous convient actuellement pas, peut être assouplie; le fonctionnement, allégé; les pouvoirs de représentation peuvent être remis entre les mains de chaque partenaire (quel recteur ne souhaiterait pas siéger, par exemple, à la CREPUQ?). On peut imaginer toutes sortes de formes et de manières. Tout est possible.»

La volonté d'autonomie de l'UQAM n'implique surtout pas qu'il faille abandonner à leur sort les autres universités constitutives. «Bien au contraire, insiste M. Pichette, nous avons toujours cru et affirmé que, de par leur nature, ces institutions doivent bénéficier d'un financement particulier et qu'il incombe à toutes les universités québécoises d'en assumer les frais.» C'est donc à un partage plus équitable, et ceci dit, à une révision en profondeur des bases du financement des universités du Québec auxquels l'UQAM convie les responsables ministériels en exigeant sa totale indépendance financière. Celle-ci ne devra toutefois aucunement se réaliser au détriment des universités périphériques lesquelles, sans former le réseau naturel où s'insère de plus en plus l'UQAM (et qui est montréalais), ont tout de même en commun avec elle un passé vieux de dix ans.

C'est avec une certaine impatience que la direction de l'UQAM attend la réaction du Conseil des Universités (plutôt sympathique à ses visées, dit-on en coulisse), et



M. Claude Pichette, recteur

celle, capitale pour la tournure des événements, du ministre lui-même, M. Jacques-Yvan Morin. «Le ministère, souligne M. Pichette, ne peut pas faire abstraction de ceci: pour la première fois à l'UQAM, un consensus, pas de dissension! Nos demandes n'ont pas été élaborées en vase clos; elles sont le fruit d'une longue réflexion et les résultats de la consultation ont été renversants d'unanimité. Ce que nous voulons désormais, ce ne sont pas des symboles mais des choses réelles.» Plus facilement prévisible, la réponse de l'UQ ne tardera pas à être rendue publique et, sans nul doute, le climat des prochaines Assemblées des

[la suite en page 2]

Nouveau complexe — Phase II
Un projet réaliste

- page 2

Recherche en communication

La campagne référendaire vue par
les medias d'information

A l'heure où la campagne référendaire bat son plein, chevauchant celle — inattendue — des élections fédérales, les citoyens, inondés quotidiennement d'informations souvent contradictoires, ne sauraient douter de l'impact considérable de la presse écrite ou électronique sur de tels événements. Confrontés à cette réalité à la veille d'un référendum qui, quelle qu'en soit l'issue, s'inscrira un jour dans nos manuels d'histoire, étudiants et professeurs en communication ont conçu un vaste projet sous le thème «Les communications et le référendum». Trois types d'activités ont été retenus: dans deux cours, «Analyse politique» et «Recherche empirique», les étudiants consacreront un certain nombre de travaux à la campagne référendaire; en outre, deux colloques porteront sur l'événement, le premier en date du 28 février, avant le référendum, le second qui en fera le bilan à l'automne ou l'hiver prochain; enfin, une recherche a été amorcée, intitulée «Analyse de contenu de la campagne référendaire dans les médias d'information».

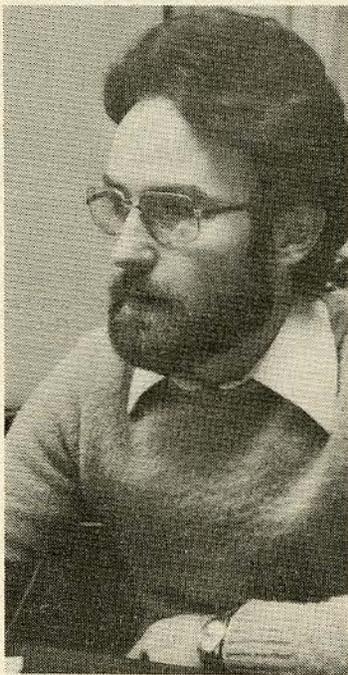
Y participent les personnes suivantes: Gaétan Tremblay, directeur du département des communications; Claude-Yves Charron, directeur du module; Philippe Sohet et Manar Hamad, professeurs en communication; Gertrude Robinson, du département des communications de l'Université McGill. MM. André Bernard (science politique) et Bill Gilsdorf (Université de Concordia) y collaborent également à titre de consultants, de même que Gaétan Blais, engagé comme assistant de recherche et Paule Therrien-Aubé, étudiante au module de relations humaines qui fait son stage dans ce cadre.

Selon M. Gaétan Tremblay,

responsable du projet, l'étude permettra de comparer la couverture de la campagne référendaire dans les médias francophones et anglophones d'une part, dans les journaux et à la télévision d'autre part. Les médias retenus dans l'échantillon sont les suivants: Le Devoir, Le Journal de Montréal et la Gazette pour la presse écrite; Radio Canada, CFTM, CBC et CFCF pour l'information télévisée. L'analyse de contenu portera sur cinq semaines de «couverture»: celles entourant le lancement du Livre Blanc par le Parti Québécois; la question référendaire; la publication de l'option du Parti Libéral du Québec; les débats à l'assemblée nationale en mars et enfin, la semaine précédant la tenue du référendum.

L'équipe de recherche veut répondre aux questions suivantes: quels éléments d'information seront transmis à la popula-

[la suite en page 2]



M. Gaétan Tremblay

"Aspects de la sexualité humaine"
deuxième série d'exposés

Sur le thème: **Aspects de la sexualité humaine**, une série d'exposés avait lieu à l'automne sous les auspices du département de sexologie. Devant l'intérêt suscité chez les étudiants du module et au sein de la collectivité de l'UQAM, M. Jean-Marc Samson, responsable, poursuit l'expérience cet hiver. Cinq conférences sont prévues. Première invitée: Karen Al Aidroos, professeur en sciences biologiques de l'UQAM. Jeudi, le 24 janvier, à midi et à 20 heures, elle abordera la question-thème: «Se sentir femme, ça vient du corps?»

M. Samson, directeur du dé-

partement de sexologie, rappelle que ces exposés sur la sexualité humaine ne veulent en rien se substituer aux cours réguliers, mais plutôt offrir un complément ou un éclairage neuf. Les invités, dit-il, sont choisis pour leur compétence, bien sûr, mais également pour leur facilité à communiquer dans un langage accessible à qui n'est pas spécialiste.

«Ce sont, explique-t-il, des conférences descriptives qui posent des questions plus qu'ils n'apportent de réponses. Notre but: amener les gens à reformuler leur jugement ou leur vision de la sexualité (individuelle et col-

lective). Au fond, nous voulons qu'en écoutant l'exposé, les gens se disent: «Tiens, je n'avais jamais pensé à ça; je n'avais jamais vu les choses de cette façon-là».

M. Samson laisse entière liberté aux conférenciers quant à la présentation du sujet. «Parfois, il s'agit d'un exposé suivi d'une courte période de questions. Dans d'autres cas, la rencontre se transforme rapidement en forum.»

Les exposés ont toujours lieu le jeudi (le midi et à 20 heures) à l'amphithéâtre A-M050 (Hubert-Aquin).

Le 31 janvier, M. Jean-Bernard Ndjoga-Awirondjogo (Gabonais d'origine), traitera des «Pratiques sexuelles en Afrique noire».

Le 14 février, Francine Larrivée parlera de «L'érotisme dans l'art québécois». Mlle Larrivée est à l'origine du concept «La chambre nuptiale».

Selon M. Samson, ce type de rencontres sans formalité, «mais de niveau universitaire», est un excellent moyen pour un département de rassembler chez lui des gens de toutes disciplines, et de milieux divers.

H.S.



La Phase II, une réalité prochaine? Autour de la maquette du complexe universitaire, de gauche à droite, MM. Benoit Corbeil, Gilles Coullée et Jean Brunet.

Le nouveau complexe — Phase II

Un projet réaliste et raisonnable

La Phase II du nouveau complexe UQAM va-t-elle s'amorcer? Aménagera-t-on l'espace au sud du pavillon Aquin et la superficie du quadrilatère Saint-Denis / de Maisonneuve / Sanguinet / Sainte-Catherine?

La Phase II avait été inscrite au plan quinquennal du ministère de l'Éducation (MEQ). Mais ce dernier avait mis le projet en veilleuse; l'UQAM à son avis, disposait d'assez d'espaces, les clientèles universitaires baisaient au Québec, et il fallait tenir compte de la situation économique.

Comme le note le vice-recteur à l'administration et aux finances,

M. Jean Brunet, le MEQ laissait entendre, en matière d'espaces, qu'il considérait d'un mauvais oeil la démolition du 1430 de la rue Saint-Denis (à l'origine, l'École Polytechnique et en dernier, un pavillon du cégep du Vieux-Montréal) mais qu'il verrait par contre d'un très bon oeil la possibilité de réaménager l'édifice. «Si nous réduisons au minimum nos points de présence dans Montréal, si nous les ramenons à trois, soit le pavillon Lafontaine (propriété du gouvernement), le pavillon des sciences (non intégré à la Phase II) ainsi que quelques étages du pavillon Philippe pour la bibliothèque des sciences, nous pouvons regrouper tout le reste sur l'emplacement du nouveau complexe, explique le vice-recteur. Mais alors, rénover de A à Z le 1430 ne suffit pas. Que faire? La solution consisterait à construire un nouvel édifice au nord du Boul. Dorchester sur la partie de terrain vacant de l'UQAM, en concevant le bâtiment avec la possibilité d'y ajouter des étages. Le 1430 de la rue Saint-Denis en plus du nouvel édifice, ce serait suffisant. Toutes dispositions qui permettront à l'UQAM de conserver ses chances de développement sans rien compromettre à long terme, advenant que la conjoncture s'améliore.»

Depuis le mois d'août, on se penche sérieusement sur le dossier d'une Phase II éventuelle. Le scénario n'est pas tout à fait nouveau puisque préexistent les grands éléments de programmation.

Des recherches sur les clientèles

les étudiantes (cégeps, région de Montréal) montrent, dans une optique modérée, que celles-ci seront dans les prochaines années de beaucoup supérieures aux prévisions du MEQ et par ailleurs, les baisses d'inscriptions seront moins fortes à l'UQAM que dans l'ensemble des universités.

Au chapitre des locaux actuels, on est à même d'évaluer les besoins puisque les étudiants les occupent. Soit dit en passant, même avec les nouveaux pavillons, il y a beaucoup d'espaces encore en location, que ce soit au Palais du Commerce ou au Read.

En assurant en quelque sorte la continuité historique du dossier «campus» centre-ville, le vice-recteur Brunet, son adjoint, M. Gilles Coullée ainsi que M. Benoit Corbeil, agent de recherche, espèrent dès la fin du mois, faire une proposition «réaliste et raisonnable», premier jalon d'une plus vaste étude qui pourrait s'assortir d'un mandat de discussion avec le ministère.

Si le feu vert est donné, on devrait reprendre les enquêtes sur les besoins pédagogiques: «Pourquoi ne pas regrouper tout ce qui est du domaine des arts dans le coin du 1430 rue Saint-Denis et concentrer par ailleurs les services administratifs de l'UQAM ainsi que les mathématiques du côté de Dorchester? Nous voulons disposer d'un bon dossier en répondant à cette question-ci: qu'est-ce qui, en termes de besoins, est réaliste et raisonnable?»

C.A.

“Pour une école publique au service de l'éducation populaire”

Après deux années de réflexion, de recherche et de travail, la Table de promotion collective de l'ICEA (Institut canadien d'éducation des adultes) — à laquelle participait l'UQAM — lançait récemment une brochure intitulée «Pour une école publique au service de l'éducation populaire». Dans la salle communautaire du pavillon Judith-Jasmin, Michel Pichette, coordonnateur au service de l'éducation permanente, a rappelé les objectifs de ce comité qu'il présidait, constitué de militants des grou-

pes populaires et syndicaux, et de personnes intervenant dans les universités, les cégeps et les commissions scolaires.

Conçu comme un outil de sensibilisation et d'intervention, le document qu'ils ont produit veut clarifier la notion de support à la promotion collective au sein des institutions d'enseignement, faire débloquent davantage de ressources financières et éducatives à l'intention des groupes populaires et syndicaux, obtenir la reconnaissance officielle de l'éducation non-scolaire.

Car, lit-on dans la brochure, l'institution scolaire n'épuise pas la réalité éducative d'une société. «Par milliers, des hommes et des femmes, ayant peu de contrôle sur leurs conditions de vie et de travail, se sont regroupés. Leur but: prendre en main leur situation et trouver ensemble des solutions à leurs problèmes. Nés de l'action communautaire, ces organismes populaires se sont révélés, avec le temps, de remarquables écoles de formation entièrement vouées à la promotion collective de leurs membres.» Il s'agit, dans les faits, d'un réseau d'éducation parallèle au système scolaire officiel, qui dispose de peu de moyens, et qui entend préserver ses acquis: autonomie de fonctionnement et méthodes originales de formation dans l'action.

Il est grand temps, estiment les

auteurs du document, que ces groupes bénéficient à leur tour des immenses ressources éducatives financées à même leurs impôts et leurs taxes. Ils constatent néanmoins que la partie n'est pas gagnée; «Le Québec n'a procédé à des réductions importantes du financement de l'éducation; parallèlement, le gouvernement fédéral augmente les subventions consacrées à la formation professionnelle dans les entreprises. Or, tout semble indiquer que ce processus régressif n'en est qu'à ses débuts. Peut-être le temps est-il venu de relancer les luttes sociales sur le front élargi de l'éducation?»

C.G.

Association des cadres

L'exécutif nouvellement désigné de l'Association des cadres de l'UQAM se compose comme suit: **président**, M. Guy Goulet, directeur du service des finances de l'Université; **vice-présidents**, MM Hubert Manseau, responsable des systèmes reliés à l'enseignement et à la recherche à l'informatique; ainsi que Gilles Coullée, adjoint au vice-recteur à l'administration et aux finances; **secrétaire**, M. Ghislain Lévesque, adjoint au doyen de la gestion des ressources; **trésorier**, M. Marcel Lamontagne, directeur du service des budgets.

L'Association des cadres compte environ 75 membres.

La campagne référendaire

[suite de la page 1]

tion à propos de l'une ou l'autre option? A quels sentiments fera-t-on appel pendant cette période: fierté nationale? peur? Les médias se contenteront-ils de rapporter les propos des hommes publics ou vont-ils eux-mêmes produire de l'information (dossier économique sur le «coût» de l'indépendance ou du fédéralisme pour le Québec par exemple)? Le citoyen moyen, ayant attentivement pris connaissance des informations véhiculées par la presse écrite et électronique, sera-t-il en mesure de faire un choix intelligent? En général, précise M. Tremblay, les médias transmettent les mêmes informations et c'est pourquoi l'accent sera mis, au cours de cette recherche, sur le mode de traitement (choix des mots, des images, etc.). Par exemple, la Gazette, comme Le Devoir, a publié des extraits du Livre Blanc du P.Q.: ce ne sont pas les mêmes; dans ces journaux, certains articles rapportent sensiblement la même chose: la Gazette fait mieux ressortir les «contradictions» du projet péquiste, etc.

La masse de données ainsi recueillie sera considérable. Dans un premier temps, elle sera traitée par ordinateur au moyen de deux programmes d'analyse du discours existant à l'UQAM, SATO et DEREDEC. Cette démarche se fera en collaboration avec le service de l'informatique. Une fois achevée ce traitement «statistique» du texte (fréquence des thèmes et des termes, contexte dans lequel ils sont employés...),

les chercheurs feront appel à des modèles d'analyse de contenu et d'analyse du discours pour compléter leur travail. Une subvention de démarrage de 7 000\$ leur a été accordée par le Fonds institutionnel de recherche de l'UQAM.

A noter que les étudiants en communication sont étroitement

associés aux divers projets conçus sous le thème «Les communications et le référendum»: par les travaux qu'ils exécutent dans certains cours, par une participation active à l'organisation des colloques susmentionnés, via leur module. C'est à suivre.

C.G.

Toutes les formes d'autonomie....

[suite de la page 1]

Gouverneurs en prendra la couleur.

Forte d'un mandat sans précédent, la direction de l'UQAM s'apprête donc à prendre les dispositions nécessaires à une modification du statut de l'institution. Changements imminents, selon le recteur, qui n'entend pas pour sa part, «diluer dans le temps» ces opérations qui marqueront de façon particulière son passage au rectorat. «D'ici le 31 mai 80, affirme-t-il, l'on peut prévoir que des événements majeurs auront lieu.»

Sans être nouvelles, les revendications de l'UQAM constituent, pour la première fois, un terrain fertile de négociations. Cet élan d'autonomie, qui apparaît irréversible, peut se buter en cours de route à des oppositions de toutes sortes puisque, dans les milieux universitaires, le sort de l'UQAM ne laisse personne indifférent.

Aussi, M. Pichette estime-t-il essentiel de consulter le CA et la

CE à toutes les étapes de l'évolution du dossier, pour «réévaluer au fur et à mesure les stratégies à la lumière des rapports de force qui se créent».

Denise Neveu

L'équipe de rédaction a l'entière responsabilité du contenu du journal, qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Montréal.

l'Uqam

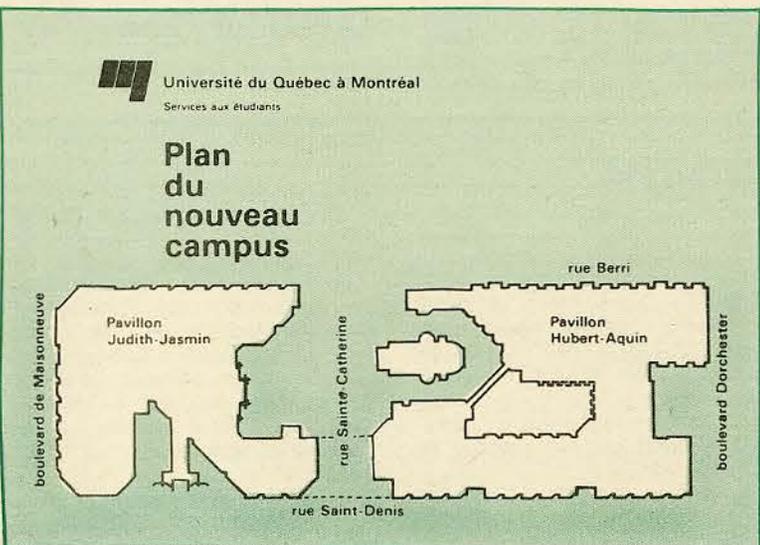
Vol. VI, no 16
21 janvier 1980

publié par:
section information
Université du Québec à Montréal
1406 rue Saint-Denis Montréal
téléphone: 282-6179

rédaction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Pierre Gélinais, Denise Neveu, Hélène Sabourin.

photos: service de l'audiovisuel
Dépôt légal premier semestre 1980

Bibliothèque nationale du Québec



Voici un outil d'information qui suppléera à une signalisation encore incomplète dans les pavillons du nouveau complexe. Une brochure format poche, claire, pleine de détails utiles, ce plan fera l'objet d'une révision à chaque début de session, souligne celle qui en a eu l'idée, Jacinthe Lalonde, du Centre d'accueil et d'information du Judith-Jasmin. On se procure cette brochure au Centre d'accueil.

Théâtre et danse: quatre objectifs

Après une période de flottement — tutelle de la section théâtre, puis direction intérimaire — l'assemblée des professeurs du regroupement théâtre et danse a élu à l'unanimité fin 79, son directeur M. Jean-Marc Tousignant, qui avait assuré l'intérim.

M. Tousignant s'est présenté aux élections départementales avec quatre objectifs qui, en gros, peuvent se résumer ainsi: programme de relance et de promotion en enseignement du théâtre et de la danse, consolidation et développement du secteur recherche, encouragement à une participation accrue du regroupement à la structure universitaire et, «rétablissement de l'honneur du département». Ce dernier point paraît, aux yeux du nouveau directeur, de tout premier ordre.

«Une tutelle, particulièrement un rapport de tutelle rendu public, et qui jette ni plus ni moins le discrédit sur une majorité des membres de l'assemblée départementale, a terni notre image, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Université, affirme M. Tousignant. Deux ans ont passé et on nous demande toujours: «Au théâtre, ça va? Pas trop de graves problèmes?». La vérité, c'est

qu'en théâtre et danse, les choses tournent rondement. En septembre, s'est ouvert un bacc. en danse, en janvier 80, a été lancé le programme de maîtrise en art dramatique (dix étudiants inscrits). Au fait, ce petit département — onze professeurs à temps plein — a connu un accident de parcours malencontreusement amplifié, je tiens à le dire».

Dans le même ordre d'idée, M. Tousignant ne prise guère les allusions de «non-participation» encore faites aux membres de l'assemblée départementale. «On a confondu, dit-il, un silence et un retrait momentanés avec une volonté réelle de participation. On n'a qu'à voir, cette année, le nombre de professeurs qui siègent aux différentes instances universitaires et syndicales (conseil d'administration, commission des études, sous-commissions, syndicat des professeurs, etc.).

Le regroupement théâtre et danse, ajoute le directeur, est ouvert à la collectivité universitaire. «Nous offrons des cours en sciences de l'éducation et plusieurs cours sont disponibles pour l'ensemble des étudiants de l'UQAM. Au plan de la recherche,

les projets se multiplient et se diversifient, tout en s'axant autour des trois missions de l'Université. «L'ouverture du projet de maîtrise permettra un développement en ce sens», croit M. Tousignant.

Par ailleurs, il est un autre projet dans l'air — depuis longtemps d'ailleurs — mais qui se précise, celui touchant à une éventuelle départementalisation «Théâtre-Musique-Danse». Récemment, les deux regroupements, Musique et Théâtre-Danse, émettaient des avis favorables à ce sujet. «Les réticences de mise en place concernaient la structure interne afin d'assurer un fonctionnement efficace des sections et du département lui-même». Selon M. Tousignant, «les avantages d'une telle départementalisation se devinent du côté de la recherche, des études avancées, des productions communes, de la force de représentation et de l'originalité».

Les deux regroupements entendent discuter et mettre au point une demande conjointe de départementalisation et l'acheminer dès cet hiver au vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche.

H.S.



M. Philippe Dubé et Mlle Nicole Néron

Un lieu de stage en travail social

Comité d'appui aux nations autochtones

Pour Philippe Dubé et Nicole Néron, étudiants en travail social, le Comité d'appui aux nations autochtones (Ligue des droits et libertés) est un lieu de stage privilégié. D'abord parce qu'ils connaissent bien ce Comité où ils militent activement depuis dix-huit mois; ensuite parce qu'ils y ont effectué un stage préparatoire d'une journée-semaine au cours de la première session, histoire de planifier celui qu'ils font présentement; enfin, parce que les revendications et les luttes des Amérindiens les touchent directement: eux-mêmes sont de la nation des Attikamekw, de la réserve de Manowan.

Au rythme de deux jours par semaine, ces étudiants, en collaboration avec un autre membre du Comité, ont la tâche de préparer un dossier sur l'oppression nationale des autochtones. Ce document d'information et de sensibilisation sera conçu à l'intention des centrales syndicales, des groupes populaires et de la population montréalaise en général. Il sera rendu public lors du sommet populaire d'avril 1980, organisé par le Conseil central de Montréal (CSN), qui vise à «relancer l'action politique sur la base d'une analyse concrète de la situation actuelle.» Or, les conditions de vie de certaines catégories de la population — dont les Amérindiens — seront parmi les thèmes débattus à cette occasion. Philippe Dubé et Nicole Néron présenteront ce dossier, sur la base de la recherche et de la réflexion effectuées cet hiver.

L'étude se fait en étroite collaboration avec le Comité d'appui aux nations autochtones et n'ex-

clut nullement une participation aux autres activités du Comité: élaboration d'une plate-forme définissant ses objectifs et ses priorités, campagnes de financement et de sensibilisation, manifestations, soirées d'information sur diverses luttes en cours (les Mohawks de St-Régis, l'affaire David Cross, la mort inexplicable de deux Montagnais à Rivière Moisie, etc.).

Ce projet de stage, présenté à Mme Danielle Fournier, chargée de cours en travail social, vise les objectifs d'apprentissage suivants: analyse de documents et cueillette de données, enquêtes et interviews, rencontres avec des groupes autochtones, avec des groupes populaires et syndicaux, synthèse des travaux et participation au sommet populaire...

Un séminaire intitulé «Méthodes d'organisation communautaire» permet à ces stagiaires, une fois la semaine, de faire le point, d'échanger avec d'autres étudiants sur les problèmes qu'ils rencontrent respectivement sur leurs lieux de stage, de parfaire leur formation théorique et pratique, etc.

Une fois diplômés, Philippe Dubé et Nicole Néron poursuivront leurs activités dans ce même domaine: «Nous voulons travailler dans les réserves, lutter pour l'amélioration des conditions de vie des Amérindiens, pour qu'ils aient, par exemple, l'eau courante et l'électricité dans leurs maisons... Car nous avons la chance de faire des études, avantage que la majorité des autochtones n'ont pas!»

C.G.

Le LARSI élargit ses horizons

Après avoir scruté, depuis sa création en 1975, le contexte économique du développement urbain, le Laboratoire de recherche en sciences immobilières (LARSI) se consacra désormais à l'étude multidimensionnelle de l'habitat humain. Ainsi en a décidé récemment son conseil d'administration, adoptant du même coup un plan triennal de développement mis de l'avant par le directeur intérimaire, M. Robert Petrelli, du rassemblement en études urbaines.

Selon M. Petrelli, cet élargissement s'inscrit logiquement dans l'évolution d'un tel centre appelé, plus ou moins à court terme, à devenir multidisciplinaire. En mettant l'accent sur les aspects physico-spatial, politique, socio-économique, fiscal et administratif de l'aménagement urbain tout autant que rural, le LARSI compte regrouper des chercheurs d'urbanisme, de géographie, de design de l'environnement, de gestion et intervention touristique, de sciences de la terre, d'économie et d'administration. Des professeurs mais également des étudiants des 2e et 3e cycles que le LARSI se donne pour mission d'encadrer.

Les projets de recherche, coeur du Centre, seront conçus en fonction des trois principaux groupes intervenant dans l'aménagement de l'habitat: les gouvernements, l'industrie immobilière et la population. Le LARSI veut ainsi contribuer à l'élaboration et à l'évaluation des politiques gouvernementales en la matière, à l'étude des problèmes spécifiques de l'industrie immobilière au Québec en relation avec les besoins de la collectivité ainsi qu'à l'examen des phénomènes socio-économiques se rattachant aux questions de l'habitat humain.

L'année qui vient correspondra à ces trois axes de développement. En ce qui touche les politiques gouvernementales

nouvelles ou en voie d'élaboration, quatre projets de recherche doivent être soit complétés, soit mis en route; l'incitation gouvernementale à la concentration urbaine et la structure économique; modèles d'une ferme périurbaine rentable dans la région du grand Montréal; rôle de l'urbanisme au niveau municipal en relation avec les autres fonctions municipales et le secteur privé; le contrôle des loyers, causes et effets.

Autant de recherches concerneront le fonctionnement du secteur immobilier: proposition de nouveaux modèles d'aménagements à la périphérie des centres-villes québécois; modèle de prise de décision des acheteurs de maisons; nouvelles formules d'accès à la propriété au centre-ville; les aspects qualitatifs et quantitatifs de l'offre et de la demande de professionnels oeuvrant en gestion immobilière.

Le nouvel axe «population» sera abordé de trois façons: étude des besoins en logement des personnes âgées; intégration des valeurs urbaines en milieu rural; la dynamique interne du marché du travail dans la région de Montréal.

M. Petrelli s'occupe particulièrement ces temps-ci d'acheminer des demandes aux organismes subventionnaires afin d'assurer, dès juin 80, un financement externe de tous ces projets, essentiel pour la survie d'un tel carrefour de recherches.

Le nouveau conseil d'administration dont s'est doté le LARSI ces derniers mois a aussi accepté son budget de recherche pour les trois années à venir. Notons que le comité directeur de la recherche qui développe, réalise ou suscite des projets de recherche en fonction des orientations propres au Laboratoire est composé des membres suivants: Mme Marie Jarochovska (géographie); MM To Minh Chau et Pierre



M. Robert Petrelli

Normandeau (sciences économiques et administratives); Mme Danielle Pilette, MM Yves Archambault, Paul Bodson et Robert Petrelli (rassemblement en études urbaines).

D.N.

Les membres des sous-commissions

A la sous-commission des ressources: Outre le doyen intérimaire du décanat de la gestion des ressources, M. Pierre Leahey et le vice-doyen adjoint, M. Nicolas Buono, les membres sont les suivants: MM J.-J. Giguère (arts), Robert Rigal (formation des maîtres), Arnel Boutard (sciences), Mme Ruth Rose Lizée (sciences de la gestion), MM René Bernèche (sciences humaines), André Dugas (lettres) et Alexander MacLeod (science politique); les présidents des comités d'usagers des bibliothèques, de l'audio-visuel et de l'informatique ainsi que MM J.-J. Jolois et Guy Goulet, respectivement du vice-rectorat aux communications et du vice-rectorat

administration-finances.

* * *

Sous-commission du premier cycle: Présidée par la vice-doyenne du premier cycle, Mme Claire McNicoll, la sous-commission est formée de MM J.-M. Tousignant (arts), Michel Allard (formation des maîtres), Michel Senez (sciences), Mme Bonnie Campbell (sciences humaines), M. Pierre Gladu (service de l'éducation permanente), ainsi que des six vice-doyens: MM J.-P. Boivin (arts), Normand Wener (formation des maîtres), Claude Abshire (sciences), Pierre D'Arçon (sciences de la gestion), Guy Labelle (lettres) Denis Savard

(sciences humaines). Deux postes sont à combler: au secteur des lettres et au secteur des sciences administratives.

* * *

Sous-commission des études avancées et de la recherche: MM Denis Bertrand et François Carreau, doyen et doyen adjoint; MM Claude Courchesne et Charles Perraton (arts); Pierre G. Robineault et J.-C. Brief (formation des maîtres); Eric Keller et Mme Renée Legris (lettres); MM J.-P. Dion et Pierre Bhéreur (sciences); Gilles Beausoleil et Y.-G. Perreault (sciences de la gestion); Albert Desbiens et Michel Tousignant (sciences humaines); Guy Labelle (études interdisciplinaires).

Le certificat de 1^{er} cycle en écologie

«Le bacc. en biologie, option écologie existait déjà. Nous avons pensé qu'il serait intéressant de mettre sur pied grâce à un certificat, un cycle beaucoup plus court (30 crédits en regard de 90 au bacc.) pour une clientèle-cible d'adultes d'abord: des gens for-

més qui viennent acquérir un complément de formation. On songe aux enseignants et par ailleurs, à des ingénieurs, des géographes ainsi qu'à des gens impliqués dans des activités de plein air tels que techniciens de la faune, gardes-chasses. Plus

généralement, nous avons voulu offrir une base à ceux qui sont intéressés de près aux problèmes de la conservation des ressources renouvelables: forêt, faune, flore, eau. Mais nous avons réalisé que bon nombre d'étudiants des cégeps s'inscrivaient au certifi-

cat, sans compter des personnes avec un an d'expérience dans le monde du travail.» C'est en ces termes que le directeur du module de biologie, M. Jean Gingras, trace le profil de la clientèle.

Pour lui le mot écologie a subi un glissement de sens; de l'étude des relations entre les organismes et leur milieu, il est passé à une acception très large d'environnement, voire de milieu. On note d'autre part que nombre de gens un peu marginaux sont à la recherche de nouvelles voies dans une vaste mouvance écologique: ceux qui s'opposent au nucléaire, ceux qui reviennent à l'agriculture, ceux qui s'intéressent à l'agriculture biologique: «A ces gens, nous offrons une possibilité de structurer leur pensée et leur action dans le domaine de la biologie, d'apprendre un certain nombre de choses, d'acquiescer une technique scientifique utile en écologie», commente M. Gingras.

Le certificat comporte un programme de notions de base en biologie, préalables à la compréhension de l'écologie: zoologie évolutive, où on insiste sur la façon dont les différents groupes ont évolué, des plus simples aux plus complexes. Taxonomie végétale, où les étudiants apprennent à classer et à identifier les végétaux; biométrie (statistique appliquée à la biologie). Puis, on aborde l'écologie générale, soit les grands principes qui permet-



M. Jean Gingras: «Structurer la pensée et l'action dans le domaine biologique.»

tent de faire des liens entre les milieux biotiques (c'est-à-dire tout ce qui vit) et abiotiques, de voir les lois qui régissent les interactions des organismes avec leurs milieux. L'été venu, il y a les sessions intensives de terrain en écologie animale et végétale à La Barrière à Sainte-Emilie-de-l'Énergie. On prévoit un séminaire en écologie.

A la session d'automne, trente étudiants s'inscrivaient. Pour la session d'hiver, le total est d'environ 70 étudiants, dont 50 nouveaux.

Deux professeurs de biologie, collègues de M. Gingras, ont participé à l'élaboration du programme, soit MM. Réjean Fortin et Domingos de Oliveira.

C.A.

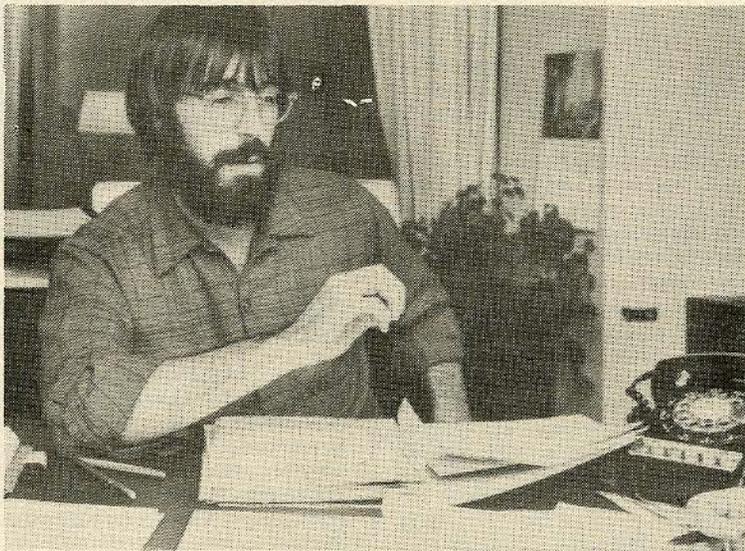
PAC: neuf nouveaux projets

Sans parler de ruée, de plus en plus de modules s'impliquent dans des projets d'action communautaire (PAC) subventionnés par les services aux étudiants. Neuf nouvelles activités seront mises en branle sous peu et le responsable actuel, M. Hugo Saint-Hilaire, souligne qu'aucun projet ne pourra être soumis durant ce semestre à l'attention du comité de sélection.

Les PAC ne s'adressent qu'aux inscrits du 1^{er} cycle et pour éviter toute espèce de dépendance chronique, on ne renouvelle pas les projets.

Un tour d'horizon sur les projets acceptés tout juste avant les vacances des Fêtes permettra de constater à la fois leur variété et leur pertinence quant à l'objectif global poursuivi: mettre au service d'organismes et de milieux populaires les ressources de l'Université.

Le module de **travail social** qui s'était vu octroyer une certaine somme à la première session revient à la charge dans deux actions différentes. D'une part, un étudiant en organisation communautaire caresse l'ambitieux projet de vulgariser les principaux dossiers produits ces dernières années au Québec sur les problèmes du bruit en milieu de travail, en liaison avec le comité des travailleurs Hochelaga-Maison-neuve, la Coop d'action communautaire et le Pavillon d'éducation communautaire. Plus modeste-



M. Hugo Saint-Hilaire

ment, d'autre part, un étudiant prévoit organiser avec un collègue du module d'animation et de recherche culturelle, des activités communautaires dans le cadre de Tel-Ressources Inc., centre d'accueil pour ex-détenus.

Par ailleurs, deux étudiants-stagiaires du module d'ARC produiront une brochure sur l'histoire du quartier Hochelaga-Maison-neuve, s'insérant ainsi dans les travaux amorcés par l'Atelier d'histoire du quartier. Autre projet de rédaction originant cette fois d'un étudiant du module d'histoire: les droits des autochtones à l'auto-détermination. Le

responsable pourra compter sur les ressources du Comité d'appui aux nations autochtones de la Ligue des Droits et Libertés.

Débordant les problèmes locaux, une étudiante de **science politique** entend faire une tournée dans les polyvalentes de la région de Montréal sur le thème: «L'enfant du Québec face à la réalité vécue par l'enfant du Tiers-Monde. Un cas: les enfants réfugiés du Zimbabwe». Conférences, présentation de diaporamas, distribution de brochures d'information, dans la foulée du Comité québécois pour le Zimbabwe.

Inscrit au **certificat en gestion des services municipaux**, un étudiant s'apprete à lancer, dans le quartier du Mile-End, une vaste campagne d'information sur la coopérative d'habitation comme solution possible aux problèmes de logement. Posters, dépliants, rencontres de groupes, avec l'aide technique de l'Atelier d'habitation Montréal Inc.

Rien d'étonnant à ce qu'un groupe d'étudiantes du module d'**enseignement au pré-scolaire et à l'élémentaire** ait songé à former une coopérative de gardiennage pour les parents du Centre-Sud, déjà liés au Service aux familles du quartier.

En **sciences religieuses**, obtention de fonds pour la mise sur pied d'un colloque sur l'éducation morale au Québec. Cette question d'importance sera débattue à l'UQAM par les étudiants, professeurs et parents intéressés, sous l'impulsion à la fois de l'Association québécoise des professeurs de morale et de religion et de l'AQADER (Association québécoise pour l'application du droit à l'exemption religieuse.)

Enfin, «Événement au masculin» parrainé par le module de **sexologie** propose la tenue d'un colloque au mois de janvier dans le but de dresser l'inventaire des ressources et difficultés actuelles des groupes d'hommes, aussi bien homosexuels qu'hétérosexuels. A cela s'ajouteront des soirées de conférences-témoignages sur le vécu masculin et des assemblées de cuisine... pour hommes seulement.

D.N.

Les 11 jeudis de la santé

L'équipe du CLSC Centre-Ville organise à l'intention des professeurs, employés et étudiants une série de 11 débats-midi sur la sexualité, la nutrition et la médecine. Les jeudis de chaque semaine, depuis le 17 janvier dernier jusqu'au 27 mars, en la salle 1770 du pavillon Aquin, de 12h à 13h.

Ainsi que nous l'indiquaient deux des professionnelles responsables, Hélène Cantin et France Raquer, les thèmes des rencontres ont été retenus à partir des intérêts des étudiants manifestés lors des consultations au CLSC.

Le premier bloc «Sexualité» abordera la question de la contraception, des maladies transmises sexuellement et de l'auto-santé. Selon France Raquer, infirmière-sexologue, ces sujets sont loin d'être épuisés malgré l'abondance d'informations publiées ces dernières années. «Tant que les gens n'ont pas eu à faire face à ces problèmes, l'information ne les touche pas. Mais dès que leur vécu sexuel leur pose une question, ils viennent nous consulter.» Mme Denise Lapalme-Alarie participera également à ces rencontres comme personne-ressource.

Quatre débats seront consacrés à la nutrition. L'animatrice: Hélène Cantin, nutritionniste. Mme Cantin a élaboré la série à partir d'un sondage effectué au-

près des étudiants l'an dernier. On s'intéresse au naturisme et au végétarisme, à la planification des repas, à la perte et au maintien du poids, à la constipation et aux brûlements d'estomac. Mme Cantin prévoit distribuer des feuillets d'informations pratiques et former, avec des étudiants, employés ou professeurs intéressés, un comité permanent sur la nutrition.

Drogues, alcools et maladies psychosomatiques seront traités par le Dr Hélène Dame Fabien et Pierre Victor Turgeon lors des trois dernières séances.

Les 10 jeudis de la santé qui restent ont lieu aux dates suivantes:

- 24 janvier - contraception (diaphragme, mousse, condom, calendrier)
- 31 janvier - maladies transmises sexuellement
- 7 février - connaître son corps (auto-santé)
- 14 février - végétarisme et naturisme
- 21 février - alimentation et planification des repas
- 28 février - perte et maintien du poids
- 6 mars - constipation et brûlements d'estomac
- 13 mars - les drogues
- 20 mars - l'alcool
- 27 mars - les maladies psychosomatiques

D.N.

Pour 13 000 000\$ de béton

L'UQAM et Concordia au Parc Olympique

«La contribution de deux universités québécoises au parachèvement de l'oeuvre de Taillibert: 13\$ millions passés dans le béton pour compléter le mât du Parc Olympique.

«Aussi n'est-ce pas la moindre des choses que l'UQAM et Concordia soient considérées comme partenaires à part entière dans la gestion éventuelle des installations sportives au Parc.»

Ainsi s'exprime le directeur des services aux étudiants, M. Laurent Jannard. Selon ce dernier, responsable du cheminement (très au ralenti pour maintes raisons) du dossier d'implantation des facilités sportives de l'UQAM au Parc Olympique, les millions coulés en béton correspondent, grosso modo, à ce qu'il en aurait coûté aux Universités du Québec à Montréal et Concordia pour se doter d'équipements sur leurs «campus» respectifs. Les deux établissements avaient souscrit à la recommandation du comité Marsan à l'effet d'intégrer au Parc Olympique leurs services d'éducation physique et équipements sportifs.

Créé en 76 par le ministre délégué au Haut-commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports, le comité Marsan avait pour mandat de se pencher sur l'avenir des installations olympiques en regard de leur vocation générale, de leur utilisation et fonctions spécifiques, ainsi que sur le parachèvement du stade olympique.

A l'automne, le directeur des SAE, dans un document remis au vice-recteur à l'administration et aux finances, faisait état de points capitaux du dossier, dont:

— obtenir un avis formel de la part du département de kinanthropologie et du module d'éducation physique concernant leur intention d'aménager dans les espaces prévus au Parc Olympique;

— obtenir de la Régie des installations olympiques une évaluation des coûts imputables à l'UQAM, de même que l'avis de la Direction générale de l'enseignement supérieur (DES) quant au financement des coûts, investissement et exploitation résultant de l'intégration au Parc Olympique;

— s'assurer que les partenaires impliqués par le développement du sport amateur, l'enseignement, la recherche et l'animation communautaire soient regroupés dans un ensemble cohérent et organique;

— s'assurer que l'UQAM soit représentée au sein de l'organisme qui aura la responsabilité de gérer les espaces.

A ce jour, la kinanthropologie et l'éducation physique ont donné leur avis «sous réserve des différentes modalités d'intégration, principalement en ce qui concerne le modèle de gestion qu'on va privilégier, souligne M. Jannard. Un modèle au sein duquel tous les partenaires seront présents.»

Comme objectif principal sur toute la question, M. Jannard souhaite qu'au plus tard au mois de mars, on soumette au CA de l'UQAM un projet de protocole d'entente à signer avec l'organisme responsable de la gestion du programme d'intégration.

C.A.